

JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN.

MARDI, le 27 Avril.

DINGSDAG, den 27 April.

EMPIRE FRANÇAIS.

POIS-LE-DUC, le 25 Avril.

La tranquillité est entièrement rétablie sur tous les points du département des Bouches de la Meuse. Les principaux auteurs des désordres sont arrêtés et il y a eu être fait justice. Les nouvelles du département du Zuiderzée sont également satisfaisantes.

Le baron de l'Empire, préfet des Bouches du Rhin.

FREMINE DE BEAUMONT.

AMSTERDAM, le 27 Avril.

MAYENCE, le 21 avril 1813.

Extrait d'une lettre de Sa Majesté.

„ Le corps du prince de la Moskwa fort de 60,000 hommes est avant d'Erfurt. Son avant-garde commandée par le général Souham est à Weymar.

„ 300 Hussards prussiens ont été culbutés par le régiment de hussards, on leur a pris 60 hommes et 4 officiers dont l'aide de camp de Blucher.

„ L'ennemi n'a point d'infanterie sur la rive gauche de la Saale.

„ Le duc de Raguse est à Gotha avec le 6e corps fort de 60,000 hommes.

„ Le duc d'Istrie est avec la garde impériale à Eisenach.

„ Le général Bertrand avec le 4e corps de 60,000 hommes est à Cobourg.

„ Le Vice-roi est dans la même position, sa gauche appuyée sur l'Elbe à l'embouchure de la Saale, son centre à Bernebourg, sa droite à Hartz.

„ Des forces arrivent de tous côtés, et l'ennemi sera forcé à une prompte retraite.

Le prince archi-trésorier de l'Empire, etc.,

LE DUC DE PLAISANCE.

Monsieur Bicker receveur-général du département n'ayant pas de fils, qui puisse être choisi comme garde-d'honneur, vient d'offrir la somme nécessaire à l'équipement complet d'un jeune homme qui, réunissant toutes les qualités pour être admis dans un de ces régimens, n'aurait pas une fortune suffisante pour pourvoir à cette dépense.

(Feuille pol. du dép. du Zuiderzée.)

PARIS, le 22 Avril.

Situation des Armées Françaises dans le Nord
au 15 avril.

Le vice-roi était dans ses positions, la gauche à l'Elbe à l'embouchure de la Saale, le centre à Bernebourg, la droite aux montagnes du Hartz, la réserve à Magdebourg. Le prince d'Eckmühl était en position à Celle. Le général Vandamme occupait Brême. Le 12, l'ennemi voulut tâter Bernebourg avec plusieurs bataillons; ils furent vivement repoussés avec perte. Il poussa aussi une patrouille sur Nordhausen au débouché du Hartz; ce point était occupé par un détachement de cavalerie westphalienne, qui chargea vigoureusement l'ennemi: on fit prisonniers trois hussards. Le 12 un détachement de hussards prussiens arriva à Gotha à onze heures du soir; il brûla la maison du baron de Saint-Aignan, ministre plénipotentiaire de France, et prit son secrétaire qui était au lit dangereusement malade; on l'enleva de force. Quatre régimens d'infanterie russe étaient devant la place de Wittenberg, défendue par le général Lapoye; ils avaient été repoussés après avoir perdu bien du monde. La place de Torgau n'est observée que par des partis de cosaques; 14,000 Saxons y sont renfermés. L'ennemi avait un poste de 25 hommes à Hof, un escadron à Schleitz et un à Plauen. Des troupes bavaroises au nombre de 1200 hommes, venant de l'armée du vice-roi et se rendant à Bromberg, ont été attaquées près de Langensalza par deux escadrons ennemis; ils les ont repoussés; cependant une cinquantaine de cavaliers ont été pris. Le 12 on avait des nouvelles des places de Dantzick, Thorn, Modlin, Ostrova, Stettin, Glogau; elles étaient dans le meilleur état de défense, l'ennemi n'avait encore rien entrepris contre elles.

Le 15 au matin, S. M. l'Empereur était parti de Saint-Cloud. Il est arrivé le 16 à onze heures du soir à Mayence; il a fait le trajet avec une incroyable rapidité, en moins de 40 heures. (Moniteur)

FRANSCH KEIZERRIJK.

's HERTOGENBOSCH, den 25 April.

De rust is volkomen hersteld op alle de punten van het departement der Monden van de Maas. De voornaamste aanhitzers van de plaats getad hebbende miterij zijn gevat en zullen eerstdaags te recht gesteld worden.

De tijdingen uit het departement van de Zuiderzee zijn mede zeer voldoende. De Rijksbaron, prefekt van de Bouches du Rhin.

FREMINE DE BEAUMONT.

AMSTERDAM, den 24 April.

Mentz, den 21 April 1813.

Extract uit een' brief van Zijne Majestéit.

„ Het korps van den prins van de Moskwa, 60,000 man sterk, staat voorwaarts Erfurt; zijne voorhoede, gekommandeerd door den generaal Souham, is te Weymar.

„ 300 pruisische huzaren zijn door het rode huzarenregement overloep geworpen; men heeft hun 60 man en 4 officieren, waaronder de aide-de-camp van Blucher, ontgenomen.

„ De vijand heeft op den linker-oever van de Saale geen infanterie.

„ De hertog van Ragusa is met het 6de korps, sterk 60,000 man, te Gotha.

„ De hertog van Istrie staat met de keizerlijke garde te Eisenach.

„ De generaal Bertrand is met het 4de korps, 60,000 man sterk, te Cobourg.

„ De Ouder-Koning is in dezelfde stelling, zijn linker-vleugel steunt aan de Elbe, bij den oorsprong van de Saale, zijn centrum te Berneburg, zijn rechter te Hartz.

„ Van alle kanten komen er versterkingen aan; de vijand zal tot eenen gewissen aftogt genoodzaakt worden.

De prins Aarts-hesaurier van het Rijk, enz.

DE HERTOG VAN PLAISANCE.

De heer Bicker, ontvanger-generaal van het departement, een' zoon hebbende, welke als garde-d'honneur gekozen kan worden, heeft de vereischte som aangeboden, tot de volkomen uitrusting van een jongman, die, alle de hoedanigheden in zich vereenigende, om in een dier regementen te worden geplaatst, geen toereikend vermoegen mogt bezitten, om in deze uitgave te voorzien.

(Staatsdagblad van het departement der Zuiderzee.)

PARIS, den 22 April.

Gesteldheid der fransche legers in het noorden, op den 15 April.

De vice-koning was nog in zijne stellingen, steunende de linker-vleugel tegen de Elbe en de mond van de Saale, het centrum tegen Berneburg en de rechter-vleugel tegen het hartsgebergte, zijnde de reserve te Maagdenburg. De prins van Eckmühl stond te Celle. De generaal Vandamme te Bremen. Den 12de wilde de vijand op Berneburg met verschillende bataillons eene onderneming wagen; zij wierden hevig ontvangen en met verlies terug geslagen. De vijand zond eveneens eene patrouille naar Nordhausen aan den uitgang van het hartsgebergte; dit punt was door een detachement westphalische cavalerie bezet, welke de vijand aanmoedig aanviel, drie huzaren wierden van hun gevang genomen. Den 12 kwam een detachement pruisische huzaren des avonds ten elf uren te Gotha, omringelde het huis van den baron van Saint-Aignan, gevolmagtigde minister van Frankrijk en vatte deszelfs sekretaris die gevaarlijk ziek te bed lag, en vrede hem met geweld weg. Vier russische regementen infanterie stonden voor Wittenberg welke verdedigd wordt door den generaal Lapoye. Zij hadden een levendige aanval gedaan, maar waren teruggeslagen, na zeer veel volk verloren te hebben. Torgau, wierd slechts door eenige handen kosakken in het oog gehouden, 14,000 Saxen hebben er zich in opgesloten. De vijand had een post van 25 man te Hof, een eskadron te Schleitz en een te Plauen. Eenige Beyerische cadets ten getale van 200 man komende van het leger des vice-konings en naar Bromberg gaande, zijn te Langensalza door twee vijandske eskadrons overvallen geworden. Zij hebben dezelve terug gedreven, echter zijn er een vijftigtal achter aankomende manschap gevangen genomen. Den 12 hadden ook tijdingen van Dantzick, Thorn, Modlin, Custrin, Stettin en Glogau; dezelve waren in den besten staat van tegenweer. De vyand had nog niets tegen dezelve ondernomen.

Den 15 des morgens was Z. M. de Keizer van Saint-Cloud verrokken. Hy is den 16 des avonds ten 1 uren aangekomen. Hy heeft den weg met eene ongelooflyke snelheid in minder dan 40 uren afgelegd. (Moniteur)

DECRETS IMPERIAUX.

Décret relatif aux conseillers et juges-auditeurs.

Au palais de TRIANON, le 22 mars 1813.

NAPOLÉON, Empereur des Français, etc.

Sur le rapport de notre grand-juge ministre de la justice.

Vu nos décrets des 16 mars 1808 et 18 août 1810, ainsi que le chapitre II de la loi du 20 avril 1810; Notre conseil-d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

TITRE PREMIER.

Des conseillers-auditeurs.

Art. 1. Le nombre des conseillers-auditeurs près de chaque cour impériale pourra, selon les besoins du service, être porté jusqu'au quart du nombre des présidents et conseillers composant la cour.

TITRE II.

Des juges-auditeurs.

CHAPITRE PREMIER.

Du nombre, de la nomination et de la mise en activité des juges-auditeurs.

1. Le nombre des juges-auditeurs ne pourra, dans le ressort de chaque cour impériale, excéder le double du nombre des tribunaux de première instance de ce ressort composés de trois juges seulement.

2. Les juges-auditeurs seront nommés par nous sur la présentation de notre grand-juge ministre de la justice. Les candidats ne seront pas tenus de justifier du revenu exigé par l'art. 2 de notre décret impérial du 16 mars 1808.

3. Ils devront, 1^o être âgés au moins de vingt-un ans révolus.

2^o Avoir satisfait aux lois de la conscription;

3^o Avoir un an de stage comme avocats.

Néanmoins, pourront, pendant un an à compter de la publication du présent décret, être dispensés de cette dernière condition, les licenciés, en droit qui réunissent les autres conditions ci-dessus prescrites.

4. Ils pourront, selon les besoins du service, être envoyés d'un tribunal à un autre, dans le ressort de la cour impériale qui les aura présentés.

5. Lorsqu'un juge-auditeur aura été désigné pour entrer en fonctions près d'un tribunal, il sera tenu, dans la huitaine qui suivra la notification à lui faite de l'ordre du grand-juge ministre de la justice, de prêter serment devant la cour impériale du ressort et de se rendre à ses fonctions dans la huitaine suivante; le tout à peine d'être privé de sa qualité de juge-auditeur, à moins qu'il ne justifie de l'impossibilité où il se serait trouvé, soit de prêter serment, soit de se rendre à son poste, dans les délais ci-dessus prescrits.

6. En attendant leur mise en activité, les juges-auditeurs devront suivre le barreau, soit à la cour impériale sous l'autorité de laquelle ils auront été placés par le décret de leur nomination, soit dans l'un des tribunaux de son ressort.

CHAPITRE II.

Des juges-auditeurs mis en activité.

§. I. *Du costume, du rang et des fonctions des juges-auditeurs.*

1. Les juges-auditeurs mis en activité porteront le même costume que les autres juges; ils auront rang et séance immédiatement après eux, et dans l'ordre de leur réception à la cour impériale.

2. Lorsqu'ils auront atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis, ils feront le service du tribunal, en toute matière, simultanément et concurremment avec les autres juges.

3. Lorsqu'ils n'auront pas atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis, ils jouiront, outre les attributions déterminées par l'art. 13 de la loi du 20 avril 1810, de toutes celles dont jouissent, dans les cours et autres tribunaux, les conseillers-auditeurs qui n'ont pas l'âge requis pour délibérer.

4. Les juges-auditeurs n'auront point de traitement.

Ils prendront part dans la distribution des droits d'assistance, lorsqu'ils auront siégé en qualité de suppléant d'un juge titulaire.

Ils auront les mêmes droits que les juges titulaires, dans les cas prévus par l'article 29 de notre décret du 30 janvier 1811.

Ils auront aussi les indemnités accordées dans les cas de transport sur les lieux.

§. II. *Du mode d'avancement des juges-auditeurs.*

1. A compter d'un an depuis la publication du

KEIZERLIJKE DECRETEN.

KEIZERLIJK DECREET,

Decreet betrekkelijk de raden- en registers-auditeurs.

In het Paleis van Trianon, den 22 maart 1813.

NAPOLÉON, Keizer der Franschen, enz.

Op het rapport van onzen groot-regter minister van justitie, Gezien onze decreten van den 16den maart 1808 en 18 augustus 1810, als ook het IIde hoofdstuk der wet van 20 april 1810;

Onzen staatsraad gehoord,

Hebben wij gedecreteerd en decreteren als volgt:

EERSTE TITEL.

Van de raden-auditeurs.

Art. 1. Het getal raden-auditeurs bij ieder keizerlijk gerechtshof zal, naar mate van de noodigheden van den dienst, tot op het vierde deel van het getal presidenten en raden, die het hof uitmaken, kunnen gebragt worden.

TITEL II.

Van de registers-auditeurs.

EERSTE HOOFDSTUK.

Van het getal, de benoeming en het in actieven dienst brengen der registers-auditeurs.

1. Het getal der registers-auditeurs zal, binnen het ressort van ieder keizerlijk gerechtshof, het dubbeld van het getal der regtbanken van eerste instantie van dat ressort, die slechts uit drie registers bestaan, niet mogen te boven gaan.

2. De registers-auditeurs zullen, op voordragt van onzen groot regter minister van justitie, door ons benoemd worden. De kandidaten zullen niet gehouden zijn te bewijzen, dat zij het inkomen genieten, hetwelk bij art. 2 van ons keizerlijk decreet van 16 maart 1808 gevorderd wordt.

3. Zij zullen, 1^o ten minsten volle 21 jaren oud moeten zijn.

2^o Aan de wetten der conscriptie voldaan moeten hebben;

3^o Een jaar als advocaat bij de regtbank moeten gestaan hebben.

Zullen echter, binnen het jaar, te rekenen van de afkondiging van het tegenwoordig decreet, van die laatste voorwaarde ontheven zijn, de licenciaten in de rechten, welke de overige hier boven omschreven voorwaarden vervullen.

4. Zy zullen, volgens de benoedigheden van den dienst, van de eene regtbank naar de andere kunnen worden gezonden, echter binnen het ressort van het keizerlijk gerechtshof, dat hen zal hebben voorgedragen.

5. Wanneer een regter-auditeur benoemd is, om zyne functien by een regtbank waar te nemen, zal hy gehouden zyn, om binnen de acht dagen, welke de aan hem gedane beteekening van het bevel van den groot-regter minister van justitie zullen volgen, den eed voor het keizerlijk gerechtshof van het ressort af te leggen, en zich binnen de volgende acht dagen naar zyne functien te begeven; alles op straffen, om van zyne qualiteit als regter-auditeur vervallen te zyn, ten ware hy bewyzen konde, dat hy zich in de onmogelykheid bevonden hadde, het zy, om, binnen den voormelden tyd, den eed af te leggen, het zy om zich binnen denzelve naar zynen post te begeven.

6. In de afwachting van in actieven dienst gesteld te worden, zullen de registers-auditeurs de balie moeten frequenteren, het zij bij het keizerlijk gerechtshof, onder welks gezag zij bij het decreet hunner benoeming geplaatst zijn, het zij bij een der reg banken van dezelfs ressort.

HOOFDSTUK II.

Van de in actieven dienst gestelde registers-auditeurs;

§. 1. *Van het costume, den rang en de functien der registers-auditeurs.*

1. De in actieven dienst gestelde registers-auditeurs zullen hetzelfde costume als de overige registers hebben; zy zullen onmiddelyk achter hen en in de volg-orde van hunne aanneming by het keizerlyk gerechtshof zitting hebben.

2. Wanneer zy den vollen ouderdom van vyf-en-twintig jaren bereikt mogten hebben, zullen zy den dienst bij de regtbank, in dezelfde materie, te gelijker tijd en op gelijke wijze als de andere registers verrigten.

3. Wanneer zij den vollen ouderdom van vijf-en-twintig jaren niet mogten bereikt hebben, dan zullen zij, behalven de bij art. 13 der wet van 20 april 1810 bepaalde attributien, alle de zoodanige genieten, welke de raden-auditeurs, die de nodige jaren om te stemmen nog niet bereikt hebben, genieten.

4. De registers-auditeurs zullen geen tractement genieten. Zy zullen in de uitdeeling der presentie-gelden deel hebben, zoodra zij in qualiteit als supleant van een regter titulaire zullen hebben gezeten.

Zij zullen dezelfde voorregten genieten als de registers-titulaire, in de gevallen, bij art. 29 van ons keizerlyk decreet van 30 januarij 1811 voorzien.

Zij zullen insgelijks de indemniteiten genieten, welke in gevallen van verplaatsing zijn toegestaan.

§ II. *Van de bewyzen van bevordering der registers-auditeurs.*

1. Te rekenen van een jaar na de afkondiging van het

présent décret, il ne pourra être nommé de conseillers-auditeurs que parmi les juges-auditeurs qui, conformément à l'article 14 de la loi du 20 avril 1810, en auront exercé les fonctions pendant deux ans.

13. Les juges-auditeurs qui, après deux ans d'exercice près d'un tribunal composé de trois juges seulement, ne seront pas nommés conseillers-auditeurs faute de places disponibles, pourront être placés, concurremment avec les conseillers-auditeurs près d'un tribunal de première instance plus nombreux, où ils jouiront du même traitement que ces derniers.

14. Les juges-auditeurs, qui, après quatre ans d'exercice dans les tribunaux de première instance, n'auront pu être nommés conseillers-auditeurs à raison de l'insuffisance des places disponibles, seront admis, concurremment avec les conseillers-auditeurs, à toutes les places affectées à ceux-ci par l'article 6 de notre décret du 16 mars 1808, s'ils ont d'ailleurs l'âge et les autres conditions requises pour les remplir avec distinction.

15. L'avancement des juges-auditeurs s'opérera par rang d'ancienneté joint au mérite; en conséquence ceux qui seront le plus distingués par la régularité de leur conduite, par leur application à l'étude des lois, et par leur zèle dans l'exercice de leurs fonctions, obtiendront, dans la nomination aux places vacantes la préférence sur ceux qui n'auraient à leur opposer que le droit d'ancienneté.

16. Notre grand-juge ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

(sig. d.) N A P O L E O N.

Rectifications au tarif des frais de Justice en matière criminelle, correctionnelle et de simple police.

Au Palais de l'Élysée-Napoléon, le 7 avril 1813.

N A P O L E O N Empereur des Français, etc. etc.

Sur le rapport de notre grand-juge ministre de la justice;

Vu notre décret du 18 juin 1811, contenant règlement sur les frais de justice en matière criminelle correctionnelle, et de simple police;

Notre conseil d'état entendu,

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1. Il ne sera plus accordé de double taxe aux témoins dans le cas prévu par l'article 29 du règlement du 18 juin 1811.

2. Les témoins qui ne seront point domiciliés à plus d'un myriamètre du lieu où ils seront entendus n'auront droit à aucune indemnité de voyage: il ne pourra leur être alloué que la taxe fixée par les articles 27 et 28 du règlement.

Ceux domiciliés à plus d'un myriamètre recevront pour indemnité de voyage, s'il ne sortent point de leur arrondissement, un franc par myriamètre parcouru en allant, et autant pour le retour.

S'ils sont appelés hors de leur arrondissement, cette indemnité sera d'un franc cinquante centimes.

Dans les deux derniers cas, la taxe fixée par les articles 27 et 28 susénoncés ne sera point allouée; sans néanmoins rien innover à l'article 30 dudit règlement, relatif aux frais de séjour.

3. Il n'est dû aucun frais de voyage aux gardes champêtres ou forestiers, tant pour la remise qu'ils ont tenue de faire de leurs procès-verbaux, conformément aux articles 18 et 20 du code d'instruction criminelle, que pour la conduite des personnes par eux arrêtées devant l'autorité compétente.

Mais lorsque ces gardes seront appelés en justice, soit pour être entendus comme témoins lorsqu'ils n'auront point dressé de procès-verbaux, soit pour donner des explications sur les faits contenus dans les procès-verbaux qu'ils auront dressés, ils auront droit aux mêmes taxes que les témoins ordinaires. Il en sera de même des gendarmes.

4. L'augmentation de taxe accordée par l'article 29 pour frais de voyage pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février, est également supprimée, tant pour les témoins que pour les autres parties présumées désignées dans l'article 91.

5. Lorsqu'un mandat d'amener sera suivi d'un mandat de dépôt, et que l'un et l'autre auront été exécutés dans le vingt-quatre heures par le même huissier, il ne sera alloué à l'huissier, pour l'exécution de ces deux mandats, que le droit fixé par l'article 73 du règlement quand bien même les deux mandats n'auraient pas été décernés dans les mêmes vingt-quatre heures, ni par le même magistrat.

tegenwoordig decreet, zullen er geen raden-auditeurs mogen benoemd worden, dan uit de regters-auditeurs, welke, overeenkomstig art 14 van de wet van den 20 april 1810, die functien gedurende twee jaren zullen hebben uitgeoeffend.

13. De regters-auditeurs, die, na twee jaren dien teverriging bij eene regtbank, welke slechts uit drie regters bestaat, bij gebreke van disponiebele plaatsen, nog niet tot raden-auditeurs mogten zijn benoemd, zullen, benevens de raden-auditeurs, bij eene talrijke regtbank van eerste instantie geplaatst kunnen worden, alwaar zij hetzelfde traktement als die laatstgemelde zullen genieten.

14. De regters-auditeurs, die, na vier jaren dienstverriging bij de regtbanken van eerste instantie, nog niet tot raden-auditeurs zouden hebben kunnen worden benoemd, uit hoofde der ongenoegzaamheid van disponiebele plaatsen, zullen, met en benevens de raden-auditeurs, tot alle de, by art. 6 van ons decreet van den 16 maart 1808, voor laatstgemelde bestemde posten worden benoemd, indien zy overigens den ouderdom en de vereischte voorwaarden, om die met glans te vervullen, bezitten.

15. De bevordering der regters-auditeurs zal volgens rang van ouderdom, by verdienste gevoegd, geschieden; dien ten gevolge zullen de zoodanige, die, door de regelmatigheid van hun gedrag, door hunne yver in de studie der wetten, en door hunne ghechtheid in de uitoeffening hunner functien, het meest hebben uitgemunt, bij de benoeming der vacanten plaatsen, de voorkeur verdienen boven de zoodanige, die hun slechts het regt van ouderdom zouden hebben tegen te stellen.

16. Onze groot-regter minister van justitie is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet, hetwelk in het bulletin der wetten zal worden geplaatst.

(Geteekend) N A P O L E O N.

Verbeteringen in het tarief der justitie-kosten, in materie van criminele, correctionnelle en enkele Politie.

In het Paleis van het Elysee-Napoléon, den 7 april 1813.

N A P O L E O N, Keizer der Francken, enz. enz.

Op het rapport van onzen groot-regter, minister van justitie; Gezien ons decreet van den 18 juni 1811, houdende een reglement der justitie kosten, in materie van criminele, correctionnelle en enkele politie;

Onzen staatsraad gehoord,

Hebben wij gedecreteerd en decreteren hetgeen volgt:

Art. 1.. Er zal geen dubbelde taks meer gecorredeerd worden aan de getuigen, in de gevallen, welke bij artikel 29 van het reglement van 18 juni 1811 genoemd zijn.

2. De getuigen, welke nimmer verder, dan een mijriameter van de plaats woonachtig zijn, alwaar zij gehoord worden, zullen geen regt hebben op eenige schavergoeding voor reiskosten: men zal hun niet meer dan den taks, bij de artikelen 27 en 28 van het reglement bepaald, toekennen.

Zij, die verder dan een mijriameter woonachtig zijn, zullen voor reiskosten ontvangen, indien zij nimmer uit hun arrondissement gaan, een franc voor ieder mijriameter, welke zij bij het komen hebben afgelegd, en even zoo veel voor het teruggaan.

Indien zij buiten hun arrondissement geroepen worden, zal deze schadeloosstelling een franc en vijftigcentimes zijn.

In de twee laatste gevallen, zal de taks, bij artikelen 27 en 28 voormeld bepaald, niet uitbetaald zijn: zonder dat er, des niettemin, in het artikel 30 van gemeld reglement, omtrent de verblijf kosten, iets veranderd wordt.

3. Aan de veld-of boschwachters zal niets toegelegd worden, noch voor het overbrengen van hunne processen-verbaal, zoo als zij, overeenkomstig artikelen 17 en 20 van het wetboek van criminele instructie, gehouden zijn te doen, noch voor geleide der door hen gearresteerde personen voor het daartoe bevoegd bestuur.

Doch indien die wachters in justitie geroepen worden, het zij, om als getuigen gehoord te worden, indien zij geen processen-verbaal hebben opgemaakt, het zij, om inlichting te geven over de feiten, vervat in de processen-verbaal, die zij gesteld hebben, zullen zij op denzelfden taks regt hebben, als de gewone getuigen.

Ten opzichte der gendarmes zal zulks insgelijks plaats hebben.

4. De vermeerdering van den taks, welke bij art. 94 voor reiskosten, gedurende de maanden november, december, januarij en februarij, is toegestaan, is insgelijks afgeschaft, zoo wel voor de getuigen, als voor de andere partijen, bij art. 91 aangewezen.

5. Indien een bevel van geleiding van een bevel van bewaring gevolgd wordt, en dat een en ander, door denzelfden huissier, binnen vier-en-twintig uren gecuteerd wordt, zal aan den huissier voor de executie der beide bevelen slechts het regt toegestaan worden, hetgeen bij art. 73 van het reglement bepaald is, zets dan, indien de beide mandaten, niet in dezelfde vier-en-twintig uren, noch door denzelfden overheidsperson en gedecerneerd zijn geweest.

6. Le droit à allouer aux huissiers, gendarmes, gardes champêtres ou forestiers, ou agens de police suivant le mode et dans les cas prévus par les articles 75. n°. 5, et 77 du règlement, demeure fixé de la manière suivante; savoir:

1°. Pour capture ou saisie de la personne, en exécution d'un jugement de simple police, sans qu'il puisse être alloué aucun droit de perquisition,

A Paris 3 fr.
Dans les villes de quarante milles âmes et au-dessus 4

Dans les autres villes et communes 3

2°. Pour capture en exécution d'un mandat d'arrêt ou d'un jugement ou arrêt en matière correctionnelle emportant peine d'emprisonnement,

A Paris 18

Dans les villes de quarante mille âmes et au-dessus 15

Dans les autres villes et communes 12

3°. Pour capture en exécution d'une ordonnance de prise de corps, ou arrêt portant la peine de reclu-sion,

A Paris 21 fr.

Dans les villes de quarante mille âmes et au-dessus 18

Dans les autres villes et communes 15

4. Pour capture en exécution d'un arrêt de condamnation aux travaux forcés, ou à une peine plus forte,

A Paris 30 fr.

Dans les villes de quarante mille âmes et au-dessus 25 fr.

Dans les autres villes et communes 20

7. Conformément à l'article 50 du règlement, les extraits de jugemens ou d'arrêts en matière criminelle ou correctionnelle continueront d'être payés aux greffiers à raison de 60 centimes; et en matière de délits forestiers, à raison de 25 centimes seulement.

A l'avenir, il ne sera payé que 25 centimes pour les extraits de jugemens en matière de police simple, et généralement pour tous extraits délivrés aux receveurs ou préposés des régies pour le recouvrement des condamnations pécuniaires, sans préjudice de la disposition de l'article 62 du règlement, en ce qui concerne les expéditions (ou extraits) qui auraient été délivrés au ministère public.

8. Notre dit règlement du 18 juin 1811 continuera d'être exécuté dans toutes les dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par le présent décret

9. Notre grand-juge ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois. (signé) NAPOLÉON.

*** Aujourd'hui, un quart après trois heures du matin, il a plu, à l'ère suprême, de nous enlever par la mort notre bien aimé beau-frère GODEFROI VANDEN BOSCH, à la suite d'une maladie de 15 semaines, occasionnée par une hydropisie de poitrine. Il est décédé à l'âge d'environ 69 ans et 11 mois, après avoir rempli d'une manière exemplaire les devoirs de sa religion, et en donnant les témoignages d'une entière résignation à la volonté de son créateur. Il est sans doute au séjour des bienheureux. Nous donnons connaissance de cet événement par la voie accoutumée à tous nos proches parens et amis, en les priant de nous dispenser de lettres de condoléance.

Bois-le-Duc, le 13 avril 1813.
La Veuve VAN DEN BOSCH

N.B. Les affaires que faisait le défunt continueront sous la raison de la veuve van den BOSCH, Elle se recommande et promet un service prompt et civil.

*** Aujourd'hui à environ 6 heures du matin est décédé dans cette commune le sieur HENRI VERHEES en son vivant juge de paix du canton de Buxtél et membre du conseil d'arrondissement de Bois-le-Duc, aux suites d'une maladie de 8 jours, à l'âge de 68 ans 4 mois et 16 jours. Il a été munis des Sains-Sacremens de l'Eglise. Je donne connaissances de cet événement par la voie accoutumée aux proches parens et amis du défunt.

BOXTÉL, G. J. VAN DE VEN,
le 23 Avril 1813. Exécuteur Testamentaire.

6. Het regt, hetwelk aan deurwaarders, gendarmes, veld- of boeschwachers of aginten van politie, volgens de wijze en in de gevallen, waarin bij art. 71, n. 5, 77 van het reglement voorzien is, wordt toegekend, blijft op de volgende wijze bepaald, te weten:

1°. Voor gevangenneming of aanhouding van den persoon, ter executie van een vonnis van enkele politie, zonder dat eenig regt van perquisitie toegekend mag worden.

Te Parijs 3 fr.
In de steden van veertig-duizend zielen en daarboven 4

In de andere steden en gemeenten 3

2°. Voor gevangenneming ter executie van een bevel van arrest of een vonnis of arrest in materie correctionnelle bevattende de straf van gevangenis.

Te Parijs 18 fr.

In de steden van veertig-duizend en zielen daarboven 15

In de andere steden en gemeenten 12

3°. Voor gevangenneming ter executie eener ordonnantie van prise de corps medebrengende de straf van gevangenis.

Te Parijs 21 fr.

In de steden van veertig duizend zielen en daarboven 18

In de andere steden en gemeenten 15

4. Voor gevangenneming in executie van een vonnis ter veroordeeling tot dwangarbeid, of een zwaarder straf.

T. Parys 30 fr.

In de steden van veertig duizend zielen en daarboven 25

In de andere steden en gemeenten 20

7. Overeenkomstig artikel 50 van het reglement, zullen de extracten van vonnissen of van arrêtes in materie crimineel of correctionnel betaald moeten worden aan de greffiers tegen 60 centimes, en in materie van misdryven rakende de hontysterije slechts tegen 25 centimes

In het vervolg zal er niet meer dan 25 centimes voor de extracten der vonnissen in materie van enkele politie, en in het algemeen voor alle extracten, aan de ontvangers of préposés der regies, voor de invordering van geldboeten betaald worden, onverminderd de bepaling van art. 62 van het reglement, betrekkeyk de kopyen of extracten, die aan het officie moogen afgeleverd zyn.

8. Ons voormid reglement van 18 Juny 1818 zal by voortdoring in alle deszelfs bepalingen, waarin by het tegenwoordig decreet niet gederogerd is, geëxecuteerd worden

9. Onze groot-regter, minister van justicie, is met de uitvoering van het tegenwoordig decreet belast, hetwelk in het bulletin der wetten zal worden geplaatst.

(geteekent) N A P O L É O N.

*** Heden morgen quart naar drie uren behaagde het den allachtigen God onzer teeder geliefden zwager GODEFRIDUS VANDEN BOSCH, na eene ziekte van 15 weeke aan het Bort water in den Ouderdom van 69 jaaren 11 maanden, naar alvorens voorzien te zyn geweest van alle de heilige Sacramenten van onze Moeder de Heilige Kerk, met volkome overgeving in den wil van zynen Schepper uit dit tydelijk leven, zoo wij vertrouwen, tot het eeuwige overtehaalen, geeven volgens deezen gebruikelijken weg kennis aan vrienden en bekenden; verzoeke van brieven van rouw beklag verschoont te weezen.

Bosch den 15 april 1813

Wed. VANDEN BOSCH

N.B. De affaires zullen door de wed. VAN DEN BOSCH gecontinueerd worden; verzoeke ieders gunst en rekommandatie.

*** Heden morgen circa 6 uren overleed alhier den Heer HENDRIJUS VERHEES, in Leeven Vreederechter van het Canton Buxtél, en Lid van den Raad van het Arrondissement van 's Bosch, na eene Ziekte van 8 daagen in den Ouderdom van 68 Jaren, 4 Maanden en 16 dagen na alvorens van de H. Sacramenten van onze Moeder de H. Kerk voorzien te zyn geweest, geeven door dezelve gebruikelijken weg aan naastbestaende en verdede Vrienden kennis.

BOXTÉL, G. J. VAN DE VEN,
den 23sten April 1813. Exécuteur Testamentaire.